

Le monde de demain et le rôle des syndicats

D Il y aura un avant et un après la crise engendrée par la pandémie du Covid-19. Tout le monde s'entend aujourd'hui à souligner le rôle irremplaçable des services publics et l'importance de l'État-providence. Nous avons demandé à Dominique Méda, directrice de l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales (IRISS), Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, Éric Beynel, porte parole de l'Union syndicale Solidaires et Benoît Teste, secrétaire général de la FSU, de nous donner leur avis sur le temps de crise, celui d'après crise et le rôle que le syndicalisme doit jouer.

La France connaît la pire crise sanitaire de son histoire. Quelles sont, selon vous, les leçons à tirer pour notre pays ?

P. M. : Il est évidemment difficile à ce stade de tirer les leçons d'une crise d'une telle ampleur. Elle révèle néanmoins deux éléments majeurs : l'extrême dégradation, depuis plusieurs décennies, des systèmes de santé et de protection sociale d'où les problèmes à l'hôpital mais aussi dans la production de médicaments. Et l'effet de politiques publiques qui privilégient l'intérêt du capital à celui des citoyens et citoyennes. Le gouvernement, en prétendant maintenir au travail des salarié-es dans des

activités pourtant clairement non essentielles au pays, donne la priorité aux intérêts financiers plutôt qu'à l'intérêt général. J'ai eu encore récemment l'occasion au téléphone de le dire avec franchise au ministre de l'économie, Bruno Le Maire...

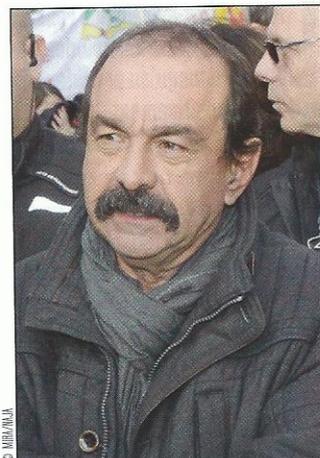
D. M. : Depuis le déploiement du néo-libéralisme, l'État a été désarmé. Alors qu'il devait assurer les fonctions de prévision du long terme et d'anticipation, de mise en œuvre des politiques structurantes et stratégiques (protéger la santé, la sécurité, l'emploi), il a perdu années après années les principaux instruments qui le lui permettaient. Nos sociétés ont été gangrénées par les inepties rabâchées sans relâche par les organisations internationales et les consultants spécialisées en New Public Management. Il nous faut rompre avec cette idéologie mortifère.

E. B. : Il encore trop tôt pour tirer des enseignements, tant la situation est évolutive. Deux constats : la période démontre l'importance des contre-pouvoirs, des capacités de contre-expertise utiles pour un réel débat démocratique, parti-



Dominique Méda, Professeure d'Université, Directrice de l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales. Dernier ouvrage paru avec Eric Heyer et Pascal Lokiec, Une autre voie est possible, Flammarion

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT



culièrement sur les sujets qui affectent toute la société. Leur absence, ou leur insuffisance, pèsent lourdement aujourd'hui dans la manière dont la lutte contre le virus est menée par le gouvernement. Les services publics démontrent une nouvelle fois leur caractère indispensable, et ce en dépit de l'état où l'ont mené des décennies de politiques d'austérité. Depuis des mois les personnels avaient ainsi alerté sur la situation dégradée de la santé, notamment dans les hôpitaux et les EHPAD...

B.T. : Difficile de tirer déjà des leçons d'une crise en cours, car c'est encore la sidération qui domine. Mais on peut dire de manière certaine que nous sommes dans un moment où nos sociétés touchent du doigt leur extrême vulnérabilité, que cela met en cause un certain nombre de politiques menées, en particulier l'austérité pour les services publics, et que cela doit aussi représenter une occasion d'agir sur l'ensemble des enjeux globaux qui sont devant nous, à commencer par le changement climatique. De ce point de vue, la période démontre qu'on a besoin de structures collectives puissantes, d'un État qui coordonne l'action sanitaire, assure le service public, soutienne l'économie.

Le président Macron, dans ses discours, laisse entendre que la France de demain ne peut être celle d'hier : quelles

seraient les principales réformes à mener dans les domaines économique et social ?

P. M. : Il serait temps pour le président d'arrêter les discours de crise qui ne sont jamais suivis d'effet par la suite ! On attend toujours « l'acte 2 du quinquennat ». La CGT développe toute une série de revendications pour l'après crise, pour le renforcement des services publics, les retraites, l'industrie, la régulation de la mondialisation... Elle propose une rupture avec les politiques d'austérité, le retrait et pas le simple report de réformes qui affaiblissent notre système social : on voit bien à quel point on a besoin d'une assurance chômage plus protectrice, sinon pourquoi suspendre la réforme récente ?

D. M. : La lutte contre la crise écologique est la mère des batailles. La situation actuelle est un coup de semonce : nous devons engager d'urgence nos sociétés dans ce que j'appelle la reconversion écologique qui, bien menée, devrait créer des emplois, permettre de repenser l'organisation du travail, de rompre avec l'actuelle division

internationale du travail, de démocratiser l'entreprise, de garantir la satisfaction des besoins sociaux. Cela suppose une rupture avec le capitalisme tel que nous le connaissons. **E. B.** : Le président n'est guère crédible. Il appelle de ses vœux ce à quoi nous appelons depuis toujours, une transformation sociale et écologique radicale d'un monde qu'il s'agit désormais de repenser et non de simplement réparer pour le ramener à l'état d'avant la crise. Les propos d'Emmanuel Macron ne relèvent une nouvelle fois que d'un souci tactique. Seul le renforcement des contre-pouvoirs, et notamment du syndicalisme, avec la mobilisation des travailleuses et des travailleurs, peut aboutir par exemple à ce que la suspension des contre-réformes de l'assurance chômage ou des retraites se transforme en victoire sociale et à porter un autre projet de société social, écologique, féministe et démocratique.

B. T. : On a déjà vu des présidents « la main sur le cœur » dire que rien ne serait plus comme avant, de Nicolas Sarkozy pourfendant la spéculation financière en 2008 à Emmanuel Macron, déjà lui, et son « acte 2 du quinquennat » au plus fort de la crise des Gilets Jaunes. Deux



Benoît Teste,
secrétaire général de la FSU

engagements qui n'ont pas été suivis d'effet, sans doute aussi du fait de notre difficulté à mettre les dirigeants devant leurs responsabilités une fois que la crise est passée. Fondamentalement, cela montre que le syndicalisme doit incarner « le temps long », qui n'est en général pas le temps du politique car ce dernier a besoin de faire dans le spectaculaire, dans la déclaration tonitruante. Pour ce qui nous concerne, nous devons imposer que des chantiers de long terme s'engagent pour réorienter notre modèle social vers davantage de solidarité.

Comment le syndicalisme peut-il contribuer à construire une France plus solidaire, dans une Europe plus protectrice ? Peut-il y parvenir en restant dans l'état de division actuelle ?

P. M. : En période de crise, le syndicalisme exerce un rôle encore plus précieux dans la société. Les syndiqués, les militants sont autant de relais dans les entreprises, les services, les établissements, pour les salarié-es les plus exposés aux risques de toutes natures. Et

y compris dans les boîtes, trop nombreuses, où nous ne sommes pas mais d'où on en appelle à la CGT. Le syndicalisme doit donc retrouver une place centrale dans notre pays. La CGT est favorable à ce que le syndicalisme avance plus rassemblé, avec des propositions concrètes pour une meilleure solidarité, les services publics, l'emploi, l'industrie... Cela existe déjà, mais de manière trop dispersée, par exemple la tribune CGT - FSU - Solidaire sur l'urgence sociale et environnementale. D'autres positions communes sont en cours d'élaboration. Le syndicalisme, et donc les salariés, gagneraient à ne pas rester figés dans les divisions, encouragées cyniquement par le gouvernement et le patronat, entre camps soi-disant « réformistes » et « contestataires ». La CGT ne s'y reconnaît pas. **D. M.** : Oui, je pense que des syndicats forts et unis constituent le contre-pouvoir dont nous allons avoir absolument besoin pour empêcher que ne se reproduise, à la sortie de cette crise, le business as usual. Nous devons à tout prix l'empêcher : nous devons préparer dès aujourd'hui le monde d'après. **E. B.** : La période confirme, s'il en était besoin, l'importance du rôle des syndicats pour organiser la défense collective du monde du travail. Partout les équipes syndicales sont en action, par exemple pour actionner le droit d'alerte ou le droit de retrait lorsque des salarié-es sont en situation de danger professionnel. Cette action ne peut qu'être favorisée

par les démarches unitaires, bien sûr. D'où la nécessité de renforcer la présence du syndicalisme partout au plus proche des salariés : par exemple nous venons d'être alertés par des saisonniers de l'Alpe d'Huez, la station ferme et menace de leur reprendre les logements mis à disposition... Il n'y avait pas de syndicat sur place. La question de l'unité n'est pas nouvelle, l'Union syndicale solidaires ne s'est jamais définie comme une fin en soi mais comme un outil, d'où son implication dans les luttes unitaires aux côtés notamment de la FSU et de la CGT. La période dessine plus nettement le chemin qu'il nous reste ensemble à parcourir pour rendre encore plus crédible le recours à l'organisation collective des salariés.

B. T. : Refonder la protection sociale et les garanties collectives de toutes et tous, promouvoir les services publics, étendre leur champ et conforter le statut de la Fonction publique, se donner les moyens financiers de mener ces politiques, tous ces grands axes doivent évidemment être discutés mais peuvent constituer le socle d'un nouveau contrat social. Les syndicats sont une force collective en prise avec les réalités : ce sont eux qui, par exemple, alertent sur les carences de l'hôpital ou, en temps de crise, sur les protections nécessaires pour les salariés, ou encore sur la nécessité de prendre en charge les plus démunis. Dans cette crise, les militants syndicaux ont répondu présent. Mais les syndicats sont, en effet, trop faibles pour exercer pleinement ce rôle de « contre-pouvoir ». Pour les renforcer, il faudra relancer une dynamique qui trouve les voies d'une unité plus grande et pérenne de nos organisations. ♦



Eric Beynel,
porte parole de l'Union
syndicale Solidaires